



HAL
open science

L'agriculture, élément essentiel du cadre de vie et facteur de dynamisme territorial

Yvon Le Caro

► **To cite this version:**

Yvon Le Caro. L'agriculture, élément essentiel du cadre de vie et facteur de dynamisme territorial. L'agriculture demain : le champ des possibles, Forum des savoirs / Zoopôle développement, 2010, Ploufragan, France. hal-04525354

HAL Id: hal-04525354

<https://hal.science/hal-04525354v1>

Submitted on 28 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

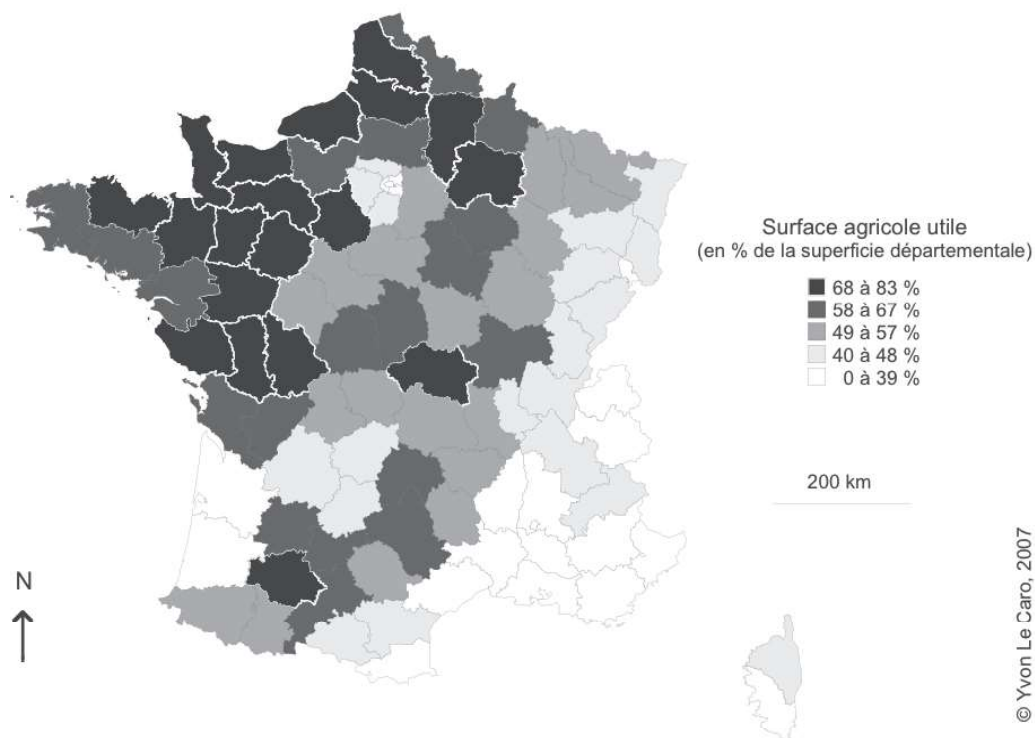
L'agriculture, élément essentiel du cadre de vie et facteur de dynamisme territorial

L'objet de la thèse d'université d'Yvon Le Caro était de comprendre le partage de l'espace agricole entre la production et les loisirs, et ce faisant de reconnaître la place de l'agriculture dans le territoire, et le rôle du territoire dans la vie agricole. Son travail, résume-t-il, a pour objectif de définir une approche concrète pour contribuer à produire un cadre de vie. Cela conduit à « imaginer des pistes de valorisation territoriale de l'agriculture ». « Pour un agriculteur, cela revient à repenser ou à penser mieux que l'on est agriculteur quelque part et pas seulement dans une filière ». Yvon Le Caro articule sa démonstration autour de trois axes : le fait que l'agriculture est un élément clé du territoire, que le cadre de vie est un enjeu pour l'agriculture et qu'il existe une valorisation territoriale de l'agriculture.

L'espace agricole est partout

Premier constat : « l'agriculture a besoin d'espace, et la Bretagne dispose d'espace puisque la proportion de terres agricoles y dépasse les 60 % (voir la figure 1). Ce qui est fréquent en Europe, mais loin d'être le cas dans de nombreux endroits du monde ». Partant de la carte des départements français selon leur proportion en surfaces agricoles, Yvon le Caro "descend" à l'échelle des parcelles d'une commune en vue aérienne, montrant que, « dans notre région, l'agriculture est partout, y compris parfois au centre des bourgs ». Si l'on ajoute l'habitat dispersé, cela correspond donc à une présence agricole dans l'espace de vie, ce qui induit des contraintes, mais représente aussi une opportunité pour les agriculteurs de ne pas être marginalisés.

Figure 1 : Surface agricole utile par département français, en proportion de la surface totale de chaque département. Source : Statistique Agricole Annuelle 1998, SCEES.

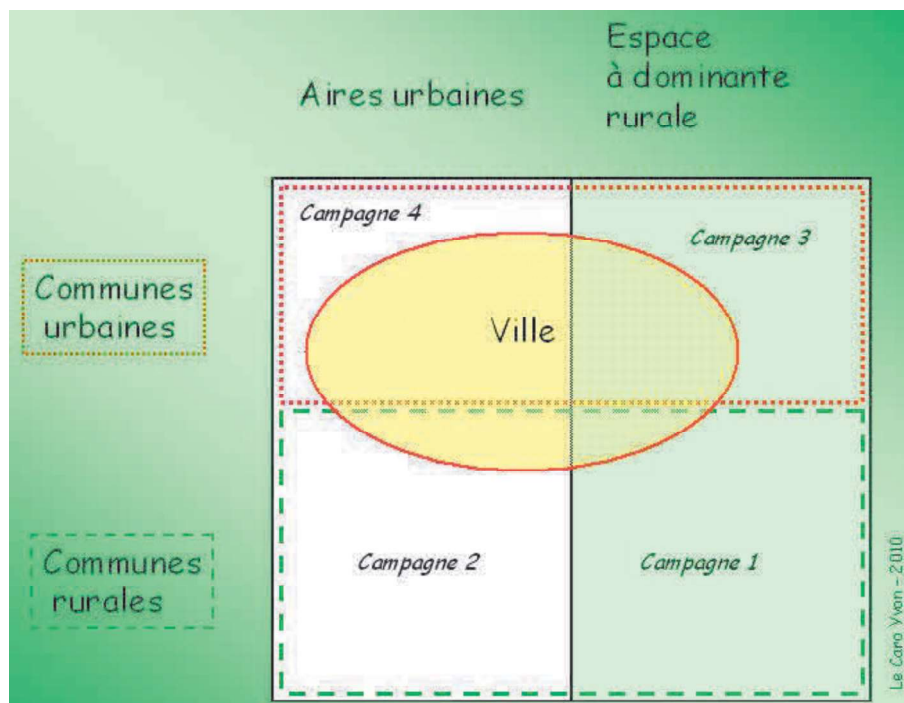


Intrication des espaces ruraux et urbains

De fait, l'agriculture en tant que composante de la société et de l'espace rural doit être pensée ; elle peut être représentée dans des campagnes différentes selon le degré d'intrication des espaces ruraux et urbains, mais, souligne le géographe, « la ville est plus ou moins présente au côté des différentes catégories de campagnes schématisées » (voir la figure 2). Il en résulte des contraintes territoriales différentes, et donc des questions de solidarité différentes. « L'Agriculture n'est donc pas forcément un tout uniforme ».

Toutefois, dans ces espaces composites (des territoires fait de ville et de campagne), une compétition se produit pour l'utilisation de l'espace : « la SAU disparaît à grande vitesse, au profit de la forêt et de l'artificialisation des sols. C'est particulièrement vrai en Bretagne en général, un peu moins en Côtes-d'Armor ».

Figure 2 : Représentation schématique des différentes campagnes selon les intrications des espaces urbains et ruraux.



Agriculteurs : urbains et minoritaires

L'espace agricole est donc très fortement lié à la typologie des rapports ville/campagne. « Ce que Bertille Thureau gradue entre agriculture instrumentalisée, ignorée ou intégrée au projet urbain ». Dans chaque région, les trois types de relations existent. Mais l'urbanisation généralisée de la société ne conduit pas à une opposition "urbains/ruraux" au sens entendu dans les années 1950. « Il est de plus en plus démontré que les agriculteurs sont des urbains comme les autres. Même si les points de vue entre ceux qui cultivent l'espace et ceux qui l'habitent divergent. Et ce point est à mettre en relation avec la minorité démocratique que représente aujourd'hui l'agriculture », prévient Yvon Le Caro. Ainsi, aujourd'hui, s'il y a fracture elle sépare non agriculteurs et agriculteurs plutôt que citadins et habitants des campagnes, au moins sur certains thèmes comme le paysage ou les techniques agricoles.

Une relation duale au territoire

Outre ces contraintes, les agriculteurs/agricultrices subissent aussi celles de leurs filières : « chaque exploitant doit répondre aux exigences de l'aval pour rester dans le marché, mais en même temps il est quelque part, avec des voisins... et doit se plier aux contraintes environnementales et sociales de son territoire ». Or face à l'accroissement des spécificités des filières, et en l'absence d'organisation agricole forte dans les territoires, l'exploitant est seul pour tenter, sur son exploitation, de rendre compatibles ses filières et ses territoires. « Plusieurs comportements émergent : un modèle économique "autiste" au plan territorial, dont on sait aujourd'hui qu'il va "dans le mur", ou le fait de saisir des opportunités comme la "business recreation" qui peuvent sauver quelques exploitants, mais pas tout le monde ». Entre ces deux pôles, « l'agriculture est déjà tellement duale qu'elle aborde ces thématiques en l'absence de cohésion locale ».

Le cadre de vie : l'agriculteur médiateur

Pour Yvon Le Caro, le contexte de cet abord du territoire est celui, contemporain, de la "civilisation des loisirs" (travaux de Joffre Dumazedier). « Cela revient à s'interroger sur « quels espaces, pour quels usagers ? ». C'est un problème croissant pour les agriculteurs, du fait de la proximité urbaine: les habitants passent du statut de résidents à celui de randonneurs à l'occasion d'une activité de loisirs. « Ce qui pose la question : la campagne doit-elle pour autant se transformer en jardin public ? ». Parallèlement, avec le développement des circuits courts, les "habitants" redécouvrent l'alimentation par l'agriculture. Il y a donc, dans les deux cas, production d'un cadre de vie par l'agriculteur, qui « devient un médiateur entre la SAU et l'habitant, par l'intermédiaire du produit », qu'il s'agisse d'un panier de légumes (traduction alimentaire de l'espace) ou d'un chemin entretenu (traduction paysagère de l'espace).

Les loisirs sur les parcelles agricoles : multiples

L'agriculture offre le plus souvent un accès plutôt libre à un espace peu aménagé, voire non entretenu sur le plan de son accessibilité. Mais activité de loisir et agriculture ne sont pas incompatibles : « dans nos enquêtes, il ressort que chaque exploitation, c'est-à-dire 100 % d'entre elles, a au moins une activité de loisir. Au minimum, la chasse ». Dans le même temps, les agriculteurs estiment que leur terrain relève, au moins en partie de la sphère privée. « Je pense au cas d'un agriculteur qui se défend d'emprunter le chemin longeant ses champs par le Sud car il le dédie à la randonnée, ou à un autre qui "tolère" les randonneurs sur la plupart des chemins de son exploitation sauf sur celui qui conduit à son habitation. C'est légitime et, dans la plupart des cas, cela fonctionne : il y a le plus souvent une richesse de l'expérience partagée, au travers de laquelle s'exprime la personnalité des agriculteurs ; dans 5 % des cas seulement, il y a problème. Les comportements relèvent ainsi de l'expérience individuelle », souligne Yvon Le Caro. Des accommodations sont de plus en plus observées : « les agriculteurs ont tendance à être moins "bruts" quand la rencontre avec les "habitants" se fait chez eux qu'en salle : il y aura un jugement moins tranché sur un "éclo" s'ils parlent ensemble dans le champ ». Il se produit donc une « hybridation de l'espace public et de l'espace privé, dans un espace agricole "partagé", un "là" qui fait lien entre "moi" et "toi".

Donner une fonction urbaine à l'agriculture ?

Face au développement de l'habitat en zone rurale, en particulier de l'habitat dispersé très prévalent en Bretagne, le géographe s'interroge sur le rôle que peut avoir l'agriculture. « La terre n'est pas qu'un outil ni qu'un bien, mais bien un espace de vie, qui se compartimente en fonction du jeu socio-spatial. Par exemple, le bassin Rennais va devoir accueillir 100 000 habitants de plus sur les 25 années à venir. « Comment le gérer ? Comme auparavant par extension des bourgs de la périphérie, ou bien en affectant une fonction urbaine à des espaces agricoles ? Au-delà du tourisme à la ferme, est-ce que le logement social à la ferme est une voie ? N'est-il pas possible de réhabiliter les bâtiments d'élevage désaffectés pour abriter des entreprises artisanales ? ». Quant au développement de l'habitat dispersé, la question soulevée pourrait être « faut-il garder des terres ou des voisins ? ». Le modèle de la maison individuelle sur une parcelle bordant une prairie pâturée « n'est pourtant pas forcément un bon modèle ». En pays de Redon, la taille moyenne des parcelles individuelles est de 1 200 m², contre 350 m² à Rennes et 500 m² dans l'Est de l'Ille-et-Vilaine. Y a-t-il besoin de 1 200 m² ? » interroge Yvon Le Caro. D'autant qu'il reste nombre d'espaces agricoles à valoriser, « en particulier quand l'agriculture est littéralement aux portes de la ville. À Villejean (Rennes), une vraie campagne commence à 50 m de la rocade, mais aucun sentier balisé ne l'ouvre aux 20 000 habitants du quartier ».

Partager un espace rural multifonctionnel

Yvon Le Caro souhaite donc démontrer que l'espace agricole peut « être un espace multifonctionnel partagé ». Entre le "chacun chez soi" et le même espace partagé entre plusieurs usages, il souligne que les deux approches du terme « partage » peuvent être combinées à toutes les échelles, « en tolérant les espaces exclusifs nécessaires ». En particulier lorsque les usages sont antagonistes : « par exemple le nombre de promeneurs dans un champ de blé et le rendement à la récolte... ». Toutefois, la complémentarité existe le plus souvent entre usage agricole et non agricole d'un espace. « Cette fonction est réciproque (un usage en améliore un autre) jusqu'à un certain point, au-delà duquel les deux fonctionnalités en pâtissent, par exemple entre agriculture et environnement. Il y a un arbitrage politique à

réaliser entre deux optimums (par exemple l'optimum écologique et l'optimum économique) au lieu d'opposer ces deux valences ». D'autant que les agriculteurs ont aujourd'hui des moyens d'intégrer cette multifonctionnalité dans leur système de gestion, au travers de la méthode IDEA²⁷. « Cependant, les lieux de concertation à l'échelle locale sont rares, et seraient à favoriser ». Yvon Le Caro cite le cas des communes de l'Ouest Lyonnais qui ont créé des commissions agricoles communales dans lesquelles agriculteurs, élus et "habitants" sont représentés et débattent de leurs contraintes respectives.

La carte du coopératif

Ces aspects ne doivent pas masquer le fait que la valorisation territoriale nécessite une approche coordonnée localement entre agriculteurs. Or l'outil juridique coopératif permet de développer des perspectives en ce sens. « Comme les agriculteurs se sont groupés en 1950 pour transformer et vendre leurs produits, ne peuvent-ils former des coopératives pour mettre en valeur LEUR offre territoriale ? », interroge-t-il. Il s'agit d'organiser les productions collectives de territoire : paysages, chemins de randonnée, qualité des eaux sur un bassin versant, etc., et de donner un sens collectif aux "portes ouvertes sur le terroir" que sont la vente directe, l'accueil touristique, pédagogique ou social et la conservation du patrimoine... « C'est un intérêt agricole commun que de s'organiser par delà les différences ». Par exemple, le regroupement d'offres de services en alimentation au travers d'AMAP et de Biocoop, de groupements de producteurs et de commerces locaux, voire de restauration collective, le tout rassemblé au sein d'une Société coopérative d'intérêt collectif, commune, organisée en collèges, doit être capable de produire une « filière courte » locale.

Une PAC 2013 soutenant la valorisation du potentiel des territoires ?

Mais les agriculteurs sont tous également dans des filières et l'attention portée au territoire ne doit pas les faire oublier ! Et ces filières sont encadrées par la PAC. La PAC, celle de 1992 « soutient effectivement des zones herbagères via les primes bovines et ovines, mais ramenée à l'unité de travailleur agricole, elle soutient davantage les régions agricoles céréalières les plus riches ». À ce titre, la Bretagne fait partie des régions françaises les moins dotées (devant Paca et la Corse). Les collectivités et leurs territoires bénéficient indirectement de la PAC (entretien de l'espace, emploi, impôts...). Un rapide calcul montre des municipalités où les primes PAC atteignent 65 % du budget ! Aussi devraient-elles mieux surveiller la réforme de la PAC en 2013. D'autant que les enjeux pour 2013 ne tiennent pas qu'aux aides directes ! « et que l'alimentation et l'agriculture ne sont pas des objets économiques ordinaires. Alors pourquoi ne pas rêver d'une PAC qui permette à tous les territoires de valoriser leurs potentiels ? ». Ce qui passera par une régulation des marchés, « car à défaut, il ne sera pas possible de maintenir les territoires ». Par exemple, sur des prix mondiaux en croissance, « quid d'un dispositif bonus/malus sur le différentiel par rapport à un prix minimal mais aussi maximal européen ? », suggère-t-il.

²⁷ La méthode IDEA: Indicateurs de durabilité des exploitations agricoles, voir à www.idea.portea.fr/